



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Hauts de France Lavage

Z.I. de Rieux
Rue d'Artois
62189 Lillers

Références : 415-2025
Code AIOT : 0007001822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement Hauts de France Lavage implanté Z.I. de Rieux Rue d'Artois 62189 Lillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été menée en accompagnement d'un contrôle inopiné d'analyse des rejets de l'installation, demandé par la DREAL pour l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Hauts de France Lavage
- Z.I. de Rieux Rue d'Artois 62189 Lillers
- Code AIOT : 0007001822

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Hauts De France lavage est une entreprise spécialisée dans le nettoyage des citernes routières, qui est située sur la commune de Lillers. Les conditions d'exploitation sont encadrées au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 14 septembre 1999 pour la rubrique suivante :

2795-1 :

- Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux.
- Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.
- La quantité d'eau mise en œuvre étant :1) Supérieure ou égale à 20 m³/j.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopinés	Arrêté Préfectoral du 16/08/1993, article 2.3	Sans objet
2	Mesures PFAS	Autre du 20/06/2023, article 2.3 ou 2.5 et 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné des rejets a été réalisé sans difficulté. Les résultats n'indiquent pas de dépassement (voir constat). Il a pu être constaté la présence d'un canal de prélèvement de type « venturi » utilisé pour les mesures. Il a pu être vérifié la bonne application des obligations de l'exploitant concernant les mesures PFAS qui ont été reportées dans GIDAF, pour lesquelles il n'est pas relevé de quantification nécessitant des mesures de recherche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopinés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/1993, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle inopinés
Prescription contrôlée : L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection a observé les mesures effectuées lors d'un contrôle inopiné des effluents liquides

<p>demandé par la DREAL Haut de France sur les installations de lavage de citerne de la région.</p> <p>Ce contrôle s'est déroulé dans de bonnes conditions, avec une accessibilité facile par l'entreprise, au "venturi" en place.</p> <p>Le contrôle s'est effectué normalement, et les résultats (rapport n° NPCP250215-25-124-R0 du 4 juin 2025) ont bien été transmis à l'inspection, il n'est pas relevé de dépassement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mesures PFAS

<p>Référence réglementaire : Autre du 20/06/2023, article 2.3 ou 2.5 et 8.4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesures PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, définit les modalités d'une campagne d'identification et d'analyse des substances per- ou polyfluoroalkylées qui doit être mise en œuvre pour les rejets aqueux de certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Vingt substances PFAS, visées par la directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine seront obligatoirement analysées.</p> <p>Article 1er de l'arrêté du 20 juin 2023</p> <p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>(...)</p> <p>Article 4 de l'arrêté du 20 juin 2023</p> <p>III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté le report (dans GIDAF) des trois résultats d'analyses PFAS effectués par l'exploitant aux dates de prélèvement suivantes : 19/12/2023, 17/01/2024 et 14/02/2024.</p> <p>Une erreur interne portant sur un problème d'unité avait indiqué une recherche PFAS à mettre en place pour cette installation. Néanmoins et après correction, en l'absence de quantification de PFAS, il est conclu que l'exploitant n'est pas concerné par une démarche d'amélioration de traitement de ce type de polluants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

